



*Mardi 28 septembre 2021
10h – 11h30
Grand Amphithéâtre de la Sorbonne*

La transformation géopolitique du monde depuis le 11 septembre 2001

[Jean-David Lévitte](#)

Ambassadeur de France

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques



Le conférencier, Jean-David Lévitte

Aujourd'hui membre de l'Académie des sciences morales et politiques et président du Conseil de la Fondation du *Geneva Council for Security Policy* (GCSP), Jean-David Lévitte a eu une carrière diplomatique particulièrement remarquable : ambassadeur à l'ONU à New York puis aux États-Unis à Washington, il a également été pendant seize ans à l'Élysée le conseiller en politique étrangère de trois présidents de la République.

De 2007 à 2012, il a été le conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007, il a été ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002, il a été ambassadeur à l'ONU à New York, présidant le Conseil de sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001, et négociant le retour des inspecteurs en Irak en 2002.

De 1995 à 2000, il a été le conseiller diplomatique et sherpa du président Jacques Chirac. Auparavant, il a été notamment directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère, directeur d'Asie (il a négocié à ce titre l'accord de paix au Cambodge), ambassadeur aux Nations Unies à Genève, sous-directeur de l'Afrique de l'Ouest au ministère.

Entré au Quai d'Orsay en 1970, Jean-David Lévitte a commencé sa carrière diplomatique à Hong Kong puis à Pékin, avant d'être appelé par le président Giscard d'Estaing à rejoindre l'Élysée de 1975 à 1981.

Né à Moissac en 1946, Jean-David Lévitte est titulaire d'une licence en droit, diplômé de Sciences-Po Paris et diplômé des Langues Orientales (INALCO) en chinois et indonésien.

La conférence

Les attentats du 11 septembre 2001 dont on vient de marquer le vingtième anniversaire ont profondément et durablement modifié la situation géopolitique du monde et les relations internationales, tant sur le plan diplomatique que sur le plan des conflits armés. Le monde est alors entré dans une séquence intitulée « guerre contre le terrorisme », marquée par la préoccupation sécuritaire et par l'extension géopolitique du terrorisme. Mais qui aurait cru que, vingt ans plus tard, la guerre globale contre le terrorisme se poursuivrait sans issue en vue et que les États-Unis, trente ans après la fin de la guerre froide qui avait consacré leur leadership militaire sur la scène internationale, renonceraient à exercer leur rôle de gendarme du monde pour se concentrer sur d'autres intérêts ?

En 2021, un cycle s'achève :

Le 11 février 1979, au début d'une année qui va transformer le monde, le Chah perd le pouvoir en Iran et la révolution islamique de Khomeiny s'affirme comme la protectrice des Chiites partout, y compris dans les pays arabes. L'Irak de Saddam Hussein réagit en lançant une guerre contre l'Iran qui durera 8 ans et s'achèvera par la ruine des deux pays. Pour effacer cet échec et financer sa reconstruction, en août 1990, l'Irak envahit le Koweït sur lequel il affirme avoir des droits. Le Président Bush (père) réagit en créant, avec le soutien de l'ONU, une coalition de 35 États, y compris arabes, pour protéger l'Arabie saoudite et chasser les forces irakiennes du Koweït. Cette coalition est un modèle de leadership américain, de respect du droit international, d'efficacité militaire et de retenue puisqu'elle saura résister à la tentation d'aller jusqu'à Bagdad pour en chasser Saddam Hussein. À l'issue du conflit, le Conseil de Sécurité de l'ONU impose à l'Irak un strict contrôle de ses armes de destruction massive.

Le 8 décembre 1991 signe la dissolution de l'Union Soviétique, met un terme à la guerre froide et ouvre une séquence marquée par l'affirmation de la toute-puissance américaine sur le plan économique, technologique, politique et militaire.

Le 11 septembre 2001 est une autre date qui va transformer le monde : l'attaque des terroristes d'Al-Qaïda contre New York rassemble la communauté internationale autour des États-Unis : une coalition internationale, soutenue par l'ONU, est formée contre l'Afghanistan dirigé par les talibans qui refusent d'extrader les terroristes. En quelques semaines, les talibans sont vaincus et une

conférence internationale place le Président Karsai, homme de paix, à la tête du pays.

Mal conseillé par les Néo-Conservateurs, le Président Bush (fils), contre les vues de la majorité du Conseil de sécurité des Nations unies, lance au printemps 2003 une offensive américaine contre les forces de Saddam Hussein. La victoire militaire des États-Unis débouche sur un grave échec politique, en Irak même et pour l'image des États-Unis dans le monde.

En 2021, le retrait américain d'Irak et d'Afghanistan semble signaler, au-delà du souhait de « *mettre fin aux guerres sans fin* » (Trump, 2016) que la priorité, pour les États-Unis, est ailleurs : face à une Chine très compétitive, impériale et impérieuse, qui entend bâtir les « nouvelles routes de la soie », l'Amérique de Biden veut rassembler tous les pays qui partagent ses valeurs, de l'Alliance Atlantique à l'Indo-Pacifique, et conserver le leadership sur le plan de l'innovation technologique.

Or, voici que le 15 août 2021, à l'issue d'une offensive militaire éclair, les talibans reprennent le pouvoir qu'ils avaient exercé en Afghanistan dans les années 1990, entrent dans Kaboul sans coup férir, déclarent la guerre terminée et prétendent à une reconnaissance internationale. La Chine, la Russie, l'Iran et la Turquie saluent leurs premières déclarations publiques tandis que les Occidentaux paraissent avoir arrêté une position commune et préviennent, par les voix de Paris et Berlin, qu'ils jugeront les talibans « sur leurs actes », sans se faire d'illusion sur leur peu d'influence. Le bilan américain est mince, la menace terroriste, présente dans toute la région, s'est étendue à d'autres continents dont l'Afrique. Le pouvoir d'influence des États-Unis et de l'Union européenne – avec la promotion de la démocratie, des droits humains et des droits des femmes – est limité.

Comment décrypter les inflexions majeures survenues dans la politique de la première puissance militaire internationale ? Que disent-elles de la transformation du monde entre 1979 et 2021 ? Quel rôle l'Europe, qui se trouve en première ligne des conséquences du retrait des troupes américaines du Moyen-Orient, pourra-t-elle espérer y jouer ?

Mots-clés : Leadership – Droit international – Coalition – Multilatéralisme – Bipolarisation / Fragmentation – Guerre insurrectionnelle

En résonance avec les programmes

- **Enseignement commun d'histoire, classe terminale**

« Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques, des années 1930 à nos jours » : thème 4 : « Le Monde, l'Europe et la France depuis les années 1999, entre coopérations et conflits », chapitre 1,
« Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux » : ce chapitre vise à éclairer les tensions d'un monde devenu progressivement multipolaire en analysant le jeu et la hiérarchie des puissances. Seront mises au jour les formes et l'étendue des conflits ainsi que les conditions et les enjeux de la coopération internationale. On mettra en perspective les nouvelles formes de conflits : terrorisme, conflits asymétriques et renouvellement de

l'affrontement des puissances (...). Point de passage et d'ouverture : le 11 septembre 2001.

- **Spécialité « Histoire Géographie Géopolitique et Sciences politiques », classe terminale.**

Thème 2 « Faire la guerre, faire la paix : formes de conflits et modes de résolution ». L'étude de ce thème a un double objectif : comprendre les logiques des affrontements armés ; étudier les modalités de construction de la paix.

– Le premier axe s'appuie sur la définition classique de la guerre par Clausewitz pour aborder, à travers l'étude du terrorisme, le cas de conflits qui n'entrent pas dans le schéma « classique » des guerres entre États.

– Le second axe permet de comprendre, à travers les exemples des traités de Westphalie et des actions de l'ONU, la complexité de la construction de la paix et ses enjeux diplomatiques.

Objet de travail conclusif :

« Le Moyen-Orient : conflits régionaux et tentatives de paix impliquant des acteurs internationaux (étatiques et non étatiques).

Jalons : Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique.

Pistes de réflexion

► *Questionnements généraux*

- Quelles sont les logiques des affrontements armés ?
- À conflit régional y a-t-il – idéalement – une résolution mondiale et de quel ordre peut-elle être (en termes militaires, sociaux, alimentaires, fonciers) ?
- Quel rôle l'ONU joue-t-il dans le maintien de la paix ? L'OTAN est-il capable de gérer une crise ?
- Comment réussir à penser la guerre, et à la faire, tout en construisant la paix ?
- La diplomatie doit-elle changer de « grille de lecture » dans un monde fragmenté ? N'est-on pas encore captifs d'une conception westphalienne et « campiste » réfléchissant trop en termes de rapports de force et de stratégie militaire ?
- Une bonne diplomatie, est-ce une diplomatie modeste ?
- Une autre diplomatie est-elle en train d'émerger dans ce monde « mondialisé » marqué par la perte d'influence de l'Occident et l'affirmation d'autres modèles ?

- Toute intervention militaire extérieure n'est-elle pas condamnée à l'échec si elle apporte seulement une réponse stratégique et la mise en place d'un gouvernement politique à une époque où, partout, la contestation semble l'emporter sur le pouvoir et où dominent les pressions sociales ?
- Depuis la guerre en Irak, il semble qu'on soit passé à des formes de guerres larvées, interminables et inextricables, avec des acteurs qui ne sont plus des États mais des groupes, des réseaux ou des nébuleuses qui se reconfigurent (« des mouvances ») et qui agissent sur différents territoires à l'intérieur et à l'extérieur. La diplomatie et la défense des États ont-elles les moyens d'affronter ces périls ? Se sont-elles donné de nouveaux instruments ? Est-ce encore leur priorité ?
- Y a-t-il une possibilité à l'avenir que l'Europe devienne un acteur « supra-étatique » qui compte sur la scène internationale dans le règlement des conflits ? À quelles conditions ? Avec quels instruments ? L'Union européenne n'a-t-elle pas intérêt à prendre ses distances d'avec les États-Unis ? Le Royaume-Uni, sorti de l'Union européenne, est-il un acteur qui compte indépendamment des États-Unis ?
- En l'absence d'un « leadership européen », ou en tout cas tant que l'Europe n'est pas assise à la table des négociations, la France a-t-elle intérêt à continuer à s'impliquer dans les crises du Moyen-Orient, de la Méditerranée et au Sahel ?

► *Questionnements liés à la géopolitique au Moyen-Orient*

- 20 ans après, peut-on décrypter une forme de continuité entre le 11 septembre 2001, l'État islamique en Irak et le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan aujourd'hui ?
- Pourquoi la politique de « démocratisation » du Moyen-Orient – brandie par les Occidentaux comme la solution miracle pour éradiquer le terrorisme – a-t-elle échoué ? Doit-on admettre qu'un autre modèle, moral, fondé sur « *la répression du vice et la promotion de la vertu* » va la concurrencer ?
- Quelles leçons tirer des crises au Moyen-Orient pour le leadership d'une grande puissance, celui des États-Unis hier, celui de la Chine aujourd'hui ? La débâcle américaine n'est-elle pas dans l'immédiat une victoire de la Chine totalitaire face aux démocraties libérales ? Le projet de Joe Biden de reprendre le leadership mondial des démocraties face à la Chine est-il encore crédible ?
- Les réactions des pays à la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan le 15 août 2021 ne sont-elles pas révélatrices de deux conceptions de la diplomatie ? 1) une diplomatie occidentale, héritée du monde d'avant la chute de l'URSS, encastrée dans une vision bipolaire et campiste (alliés, clients, ennemis) et 2) des diplomaties en train de se construire, plus malignes (« *catch all* diplomaties») pour gérer un monde fragmenté, qui pensent qu'il faut transiger de la manière la plus favorable vers le

compromis (à l'exemple de la diplomatie russe, turque, chinoise, pakistanaise).

- Quelles conséquences à moyen terme le retrait des forces américaines du Moyen-Orient, entamé sous Obama, poursuivi par Trump et achevé par Biden, aura-t-il pour le maintien et la construction de la paix au Moyen-Orient ?
- Les opérations militaires n'apportent une solution durable que si l'après-guerre est soigneusement préparé : les situations actuelles en Irak, en Afghanistan ou en Libye en témoignent a contrario. Que pourrait-il être fait dans une optique de long terme ?
- Le poids de la Chine, de l'Iran, du Pakistan et de la Russie au Moyen-Orient n'a-t-il pas définitivement évincé celui de l'Occident aujourd'hui ?
- À quel rôle l'Union européenne peut-elle prétendre depuis l'effacement de la puissance américaine et les erreurs commises par l'OTAN ? Si la diplomatie consiste à gérer les différends et les fractures, que peut-elle faire ?

Matière à penser (citation) :

« La distinction entre guerre et paix est devenue inopérante, tant la violence s'est installée dans des régions où les concepts d'État et de Nation sont évanescents ou inopérants, fruits vénéneux des découpages territoriaux postcoloniaux. La mondialisation favorise la fluidité et la contagion des conflits dont les métastases se répandent jusque dans nos villes.

La communauté internationale, déchirée par les rivalités entre les États-Unis, la Chine et la Russie, est impuissante à définir et imposer un cadre de règlement de ces crises polymorphes ».

Général Henri Bentégeat, « Efficacité et utilité des interventions militaires », communication prononcée devant l'Académie des sciences morales et politiques, lundi 2 décembre 2019.

Pour aller plus loin

Jean-David Lévitte, [Le 11 septembre 2001 et ses suites](#), communication faite en séance à l'Académie des sciences morales et politiques, le lundi 28 novembre 2016, suivie de débats ([observations et questions à l'orateur](#)).

Jean-David Lévitte, Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXI^e siècle ?, communication faite en séance à l'Académie des sciences morales et politiques, le lundi 7 janvier 2019.

Jean-David Lévitte, [Demain, quel ordre mondial ?](#), article publié sur le site de l'Académie des sciences morales et politiques, 16 mai 2020.

Jean-David Lévitte : [Afghanistan : les raisons d'un grave échec américain](#), article publié sur le site de l'Académie des sciences morales et politiques, 10 juin 2021.

Michel Duclos, La France face à la reconstitution du Proche-Orient, communication faite en séance à l'Académie des sciences morales et politiques, le lundi 16 septembre 2019.

Bertrand Badie, *Les puissances mondialisées, repenser la sécurité internationale* (Paris, Odile Jacob, septembre 2021).

Elie Tenenbaum et Marc Hecker, *La Guerre de vingt ans : Djihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 2021.

Série « [Vingt ans de guerre contre le terrorisme](#) », émission « Cultures monde » sur *France Culture* :

Épisode 1 : De Washington à Paris, la démocratie à l'épreuve (3 05 2021)

Épisode 2 : Du Sahel au Mozambique, le piège africain (04 05 2021)

Épisode 3 : [De l'Afghanistan à l'Irak, les renoncements américains](#) (05 05 2021)

Épisode 4 : De Bali à Marawi, l'autre front du djihad (06 05 2021).

« [Afghanistan, les impasses de l'expertise occidentale](#) » (42'), émission « La suite dans les idées » sur *France Culture* avec le politiste Gilles Dorronsoro et l'écrivain Khosraw Mani (05 2021).

« [Afghanistan, l'onde de choc](#) », avec [Bertrand Badie](#) (26'), émission « L'invité des matins d'été » sur *France Culture* (19 08 2021).

[Les États-Unis et le monde, 2001-2021 : le grand tournant](#). *L'Histoire*, n°487, septembre 2021.

[Talibans : et maintenant ?](#) *Le Un hebdo*, n°362, 01 septembre 2021.